



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UKAD

RD 62

Lieu-dit La Croix Biolet

63780 Saint-Georges-de-Mons

Références : 20240716-RAP-63-0718-rapport-OCP-Rejets-aqueux-3juillet.odt

Code AIOT : 0005602228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement UKAD implanté RD 62 Lieu-dit La Croix Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 20/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération coup de poing : inspection portant sur la conformité des rejets aqueux menée sur l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UKAD
- RD 62 Lieu-dit La Croix Biolet 63780 Saint-Georges-de-Mons
- Code AIOT : 0005602228
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site UKAD de Saint-Georges-de-Mons met en forme des barres, billettes de titane de différentes dimensions à partir de lingots de titane. Ces pièces de titane sont exclusivement destinées à l'industrie aéronautique.

La mise en forme est effectuée par forgeage à chaud à l'aide d'une presse de 6 000 tonnes à cadence rapide.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (rejets aqueux)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.2.2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.3.2	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.3.5	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.4.1 et 4.5.2	Sans objet
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.4.1 et 4.5.2 et 4.4	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.5.3	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu, la gestion et la conformité des rejets aqueux sont maîtrisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, l'implantation des disconnecteur ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...);- Les secteurs collectés et les réseaux associés ;- Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...). ;- Les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le schéma des réseaux, dont la dernière mise à jour date du 05/09/2011, a été présenté lors de l'inspection mais également transmis par e-mail. L'ensemble des réseaux d'assainissement EU et EP y sont présents et facilement différenciables grâce à la légende. Les installations présentes sur les réseaux (micro-station pour les eaux usées vannes, séparateur d'hydrocarbures, bassin de rétention, ouvrage de contrôle des effluents, point de rejet ...) sont représentées sur le schéma. Aucune modification n'a été apportée aux réseaux depuis la dernière mise à jour du schéma selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : L'ouvrage de rejet contrôlé est le bassin de rétention de 2 000 m ³ . Il est en bon état : la bâche du bassin est propre et n'est pas endommagée. Les effluents aqueux présents le jour de l'inspection étaient exempts de mousse ou de tout autre élément qui pourrait gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement (le séparateur

d'hydrocarbures dans notre cas). Les effluents traités sont rejetés dans le réseau aboutissant au milieu naturel (la Viouze). Aucune dilution n'est réalisée sur le site UKAD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet d'effluents liquides permettent le prélèvement d'échantillons représentatif du fonctionnement des installations. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
Constats : Le point de prélèvement est placé en aval du bassin de rétention de 2000 m ³ au niveau de l'ouvrage de contrôle enterré. Il est facilement accessible par une échelle, ce qui permet la réalisation des interventions sans contrainte. L'exploitant envisage la mise en place d'un débitmètre au niveau du point de prélèvement. Selon le retour d'expérience sur ECOTITANIUM, la sonde sera mise en service au premier trimestre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.4.1 et 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Fréquence de la surveillance : Annuelle. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et a ses frais dans les conditions fixées par l'article 4.4.1. La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les périodicités de la surveillance sont respectées et le dernier contrôle date de Mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.4.1 et 4.5.2 et 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance tel que défini à l'article 4.4.1 ; Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et a ses frais dans les conditions fixées par l'article 4.4.1. La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'inspection des installations classées. Les paramètres, avec leur limite en concentration moyenne sur 24h, en mg/l : <ul style="list-style-type: none">- Matières en suspension (MES) : 100- Demande chimique en oxygène (DCO) : 300- Hydrocarbures totaux : 10- Température <30°C- pH : compris entre 5,5 et 8,5.
Constats : Le contrôle réalisé en mars 2024, transmis suite à l'inspection, ne montre aucun dépassement des VLE prescrites par l'Arrêté Préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures imposées à l'article 4.5.2 doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception par l'exploitant. Les résultats doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La transmission de ces éléments pourra être effectuée soit par voie électronique sur un portail internet dédié à l'inspection des installations classées, soit par écrit.
Constats : La transmission des rapports de contrôle se fait annuellement par mise à disposition par e-mail. L'exploitant ne souhaite pas changer cela.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : La mesure du débit se fait au niveau du point de prélèvement en aval du bassin de rétention et cette dernière est faite annuellement. Aucun dépassement n'a été constaté lors du contrôle 2024. Il y a eu un dépassement en 2023 lors du contrôle avec un débit de 270 m ³ /j. L'exploitant envisage la mise en place d'un débitmètre au niveau du point de prélèvement. Selon le retour d'expérience sur ECOTITANIUM, la sonde sera mise en service au premier trimestre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra informer l'inspection de la mise en service du débitmètre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les prélèvements sont réalisés par BUREAU VERITAS et les analyses par le laboratoire EUROFINS pour les contrôles 2024 et 2023. Les deux prestataires disposent d'une accréditation COFRAC. La méthode d'échantillonnage (prélèvement sur 24 heures) est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite